

Tout le parti libéral applaudit alors à deux mains à cette nomination qui honorait à la fois celui qui la donnait comme celui qui la recevait. M. Plamondon fut le premier juge nommé dans notre province par le gouvernement Mackenzie.

Le siège pour la ville devint vacant en 1857, par la mort du docteur Pierre Blanchet. Tous les amis de la cause insistèrent pour que M. Plamondon posât sa candidature contre feu M. O'Kill Stuart, le candidat du gouvernement. Il consentit à être dans cette lutte mémorable le porte-drapeau du parti libéral. A cette époque il y avait deux jours de votation et la ville ne formait qu'un seul collège électoral. Il fallait du courage pour entreprendre une pareille lutte. Du côté libéral, il n'y avait qu'une poignée de jeunes gens, pauvres, sans autres ressources que celles que fournissent le patriotisme, le travail et le talent; de l'autre côté, tout le monde, tous les repus, tous les craintifs, tous les bigots,—et ils étaient légion,—puis l'argent à flots. C'est pendant cette lutte que M. Plamondon lança ce manifeste, cet appel si éloquent qui souleva le peuple, du moins il lui fut attribué dans le temps. Ceci se passait au commencement d'avril 1857. Citons-en quelques passages :

“ La lutte est engagée. Le moment est venu où il faut sauver les débris de notre glorieuse nationalité; le moment est venu où vous devez déclarer si, pour quelques piastres que l'on jette à vos pieds en vous insultant, vous allez désertier le drapeau de nos pères, abdiquer vos droits sacrés d'électeurs libres et indépendants, et celui de vous faire représenter en Chambre par un homme de votre race !

“ Des trîtres sont dans nos rangs : ils s'est trouvé des Canadiens-Français assez vils pour vous défranchiser en préférant un Anglais à un homme dans les veines duquel coule le même sang qui circule dans les vôtres. Ces trîtres se sont dit que l'opinion publique était pour nous, mais qu'avec de l'argent ils sauraient bien emporter l'élection.

“ ..... La corruption des consciences et des votes par l'argent est un meurtre moral, lâche et sournois : la main du meurtrier glisse dans l'ombre son arme empoisonnée. Canadiens-Français, êtes-vous des hommes de cœur ? Le moment est venu de le montrer.”

Ce vigoureux appel produisit son effet. La population française se porta en masse aux polls ; St-Roch surtout,—ce boulevard toujours fidèle du parti libéral,—donna une immense majorité à M. Plamondon. Mais pendant la dernière demi-heure les valets des hôtels de la haute ville, enrégimentés par les torys, à moitié ivres, firent le tour des polls de la haute ville, votant partout des dizaines de fois chacun. Pendant ce temps-là, croyant la victoire assurée, une douzaine de mille hommes portaient en triomphe sur leurs épaules, M. Plamondon, du fond de St-Roch jusqu'à sa résidence rue Haldimand.

Fidèles à leur pratique, les torys volèrent cette élection : la canaille officielle arrangea dans les bureaux du shérif une majorité d'une trentaine de voix pour M. Stuart, quand M. Plamondon avait réellement obtenu au moins 500 voix de plus que son adversaire. Cette fraude priva M. Plamondon de l'honneur de représenter la ville de Québec.